

Suite à une réunion du ministre et des recteurs, une conférence des personnels de direction a été réunie en urgence le 6 novembre avec un seul sujet à l'ordre du jour : **la sécurité des établissements scolaires.**

Le SNPDEN a souligné que les personnels de direction n'ont pas le sentiment d'être soutenus par le Ministre durant cette campagne surréaliste sur les réseaux sociaux. La Rectrice nous a adressé un message fort de soutien.

Nous avons eu ensuite une explication de texte des propositions du ministre au niveau de la class, de l'établissement et des abords de l'établissement qui est le volet le moins abouti car inter ministériel.

Tout est écrit dans la communication du ministre et effectivement nous devons systématiquement répondre aux enseignants, systématiquement les accompagner, systématiquement rencontrer quotidiennement un élève durant une période probatoire

Le renforcement du volet exercice de l'autorité dans la formation des enseignants a été acté.

Notre avons exprimé notre étonnement car la situation rencontrée, certes très grave et absolument inacceptable, reste une exception (confirmation de la Rectrice). Il est vraisemblable que le ministre a réagi vivement compte tenu de l'ampleur de la scandaleuse déferlante sur les réseaux sociaux.

Le SNPDEN-UNSA s'inquiète des répercussions sur nos conditions de travail qui seront nécessairement et négativement impactées.

Le SNPDEN-UNSA a également exprimé son inquiétude quant à l'évaluation des établissements en lien avec les problématiques de la sécurité et par ricochet l'évaluation des personnels de direction. Nous pourrions alors être évalués sur des enjeux qui dépassent nos compétences et dont nous ne maîtrisons pas tous les leviers.

Le SNPDEN-UNSA est également revenu sur la difficulté de la mise en place des mesures de responsabilisation.

En conclusion, le SNPDEN-UNSA restera vigilant au moment de la traduction sur le terrain des annonces ministérielles.

Djamil CHERFI, Secrétaire Académique SNPDEN-UNSA Grenoble.